

M. Adolphe Goudo:

Si le problème du crédit agricole international a une grande importance économique et politique, il a une importance exceptionnelle pour les pays comme le Brésil, qui possèdent une vaste extension de terres et qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour les exploiter.

Une bonne solution du problème intéressera vivement tous les pays qui ont dans l'agriculture la source principale de leur richesse.

Le sénateur Stodola, président de la Chambre de Commerce de Bratislava, dans un remarquable discours prononcé à Londres, à la séance dernière devant la Commission de Crédit Agricole de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce, a dit que si on peut envisager cette question sous deux points de vue: - la forme par laquelle le crédit agricole peut être réglé, organisé et développé dans les différentes nations et les différents Etats, et la forme par laquelle l'agriculture d'un pays peut trouver des ressources pour ses besoins sur les marchés

financiers étrangers.

Cependant, ce que la Conférence
Parlementaire Internationale du Com-
merce se propose maintenant
ce n'est ni d'envisager la
question sous ces points de vue,
ni de rechercher les véritables
facteurs à la résolution du
problème. Elle a un autre but.
En effet. À la Conférence Parle-
mentaire Internationale du Commerce,
réunie à Bruxelles, à 1924, le
député Marcello Soleri, ancien
Ministre des Finances et de la
Guerre, — considérant que la
production de céréales, avait di-
minué considérablement en Euro-
pe, après la dernière guerre
mondiale, ayant été débite
l'économie des pays producteurs,
et que les agriculteurs, faute
de machines, d'outils et d'argent
se trouvaient dans
l'impossibilité de rétablir
l'ancienne production, ce qui
avait déjà provoqué une
crise sérieuse et qui pourrait
encore amener d'autres crises
d'une extrême gravité, et consé-
quemment que l'augmentation de
la production des céréales, puis-
qu'il intéressait à tous les pays
justifiait une solidarité, dans

le terrain financier proposa que les Parlements et les Gouvernements des principaux pays importateurs, étudient les moyens d'augmenter les productions.

Le problème du crédit agricole international fut inclus dans l'ordre des travaux de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce, qui eut lieu à Rome, en 1925, et le Dr. Póka Pivny, secrétaire du Comité Parlementaire Hongrois du Commerce fut nommé rapporteur de la question.

L'éminent rapporteur, dans son important étude, après avoir défini la situation du blé dans la vie économique moderne et d'avoir mis en évidence son grand ascendant sur les autres produits alimentaires, sur le développement des salaires et, en général, sur toute la vie, après avoir fait ressortir que cette question est la préoccupation des hommes d'Etat et des économistes, ajouta que la production des ^{des centres européens} céréales a énormément diminué après la guerre, et en partie de la disparition des capitaux employés dans l'exploit

tation et que ces pays, sans un ~~certain~~ concours financier, ne pourraient augmenter leur production et l'exportation.

L'orateur rapporteur a émis l'avis suivant: pour augmenter la production de céréales proportionnelle à sa consommation il est indispensable, sans intervention financière internationale ayant pour objet des prêts à longue échéance et à intérêts très modiques, de 700 millions de dollars, aux pays d'Europe exclusivement.

^{avec} ~~ce~~ but il proposa que la Conférence demandât l'appui de la Société des Nations, en lui présentant un rapport sur la question, élaboré par une Commission préparatoire composée des délégués de la Conférence de l'Institut National d'Agriculture de Rome, ainsi que de ceux des Comités Nationaux et des banques nationales foncières, pour étudier les moyens de collaboration internationale destinée à augmenter la production mondiale des céréales.

Cette Commission fut organisée l'année dernière, avec le concours de l'Institut International d'Agriculture de Rome, elle

effectua plusieurs réunions, d'ici
 de amplement la question
 et, à sa dernière réunion, qui
 eut lieu le 2 Septembre, décida
 qu'il était essentiel d'organiser
 un institut international de
 crédit agricole destiné à obtenir
 des capitaux dans quelques
 pays pour faire des ^{avances} prêts
 à d'autres, à longue courtes
 et à longue termes.

Et voilà la solution du grand
 problème du crédit agricole
 international! ~~pour la~~

Mais il me semble que la
 Conférence Parlementaire se n'est
 donc occupé de la question que
 sous un point de vue excessive-
 ment restreint - tel que celui
 d'augmenter la production des
~~cereals~~ cereals en Europe.

Je crois que pour faciliter
 la solution du problème, il
 faut faire les études nécessaires
 pour vérifier quelles sont
 les réformes que les peuples
 doivent ^{mettre en} faire dans leurs
 législations pour assurer des
 garanties ~~complètes~~ complètes au
 capitaliste et développer le crédit
 agricole international.

Pourquoi limiter les opérations de cet 'établissement à des emprunts sur acquittement de créances, en laissant ?

D'autre part - Si le but de la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce est d'obtenir l'unification dans les législations des principes ~~de~~ ^{des} principes et dispositions qui intéressant leur vie économique établissent des garanties uniformes et des sécurités réciproques, pourquoi, pour résoudre le problème de crédit agricole international ne peut-on pas étudier les réformes législatives qui établissent les éléments du crédit agricole avec des garanties uniformes et des sécurités réciproques ?

~~Des réformes concernant le régime de la propriété de l'état~~
~~tant sur la base de~~

~~solides~~ L'orateur fait des références à ces réformes dans l'étude qu'il a ^{écrit} fait sur le crédit agricole international, et que qu'il a présentée.